

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIGALNOR

Route du Hoc
76700 Gonfreville-l'Orcher

Références : 20240612_VI_SIGALNOR_ReexamenEDD
Code AIOT : 0005800338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement SIGALNOR implanté Route du Hoc 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'atteinte de l'échéance quinquennale pour le réexamen de l'étude de dangers de l'établissement, et à la remise d'une notice de réexamen et d'une étude de dangers révisée par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGALNOR
- Route du Hoc 76700 Gonfreville-l'Orcher

- Code AIOT : 0005800338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SIGALNOR exploite un centre emplisseur de GPL sur la commune de Gonfreville-l'Orcher, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2005 modifié.

L'établissement est classé SEVESO Seuil Haut pour son activité de stockage de GPL.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, des travaux étaient en cours sur le bassin incendie situé au nord de l'établissement SIGALNOR, rendant ce bassin incendie indisponible.

Les travaux de réfection du bassin incendie et les mesures compensatoires mises en place pendant l'indisponibilité de ce bassin avaient été portés à la connaissance de l'inspection par courrier électronique du 3 octobre 2023.

Les travaux du bassin incendie, prévus initialement fin 2023, avaient été reportés à 2024 pour bénéficier de conditions météorologiques plus favorables. Suite à la visite d'inspection, par courrier électronique du 26 juin 2024, l'exploitant a annoncé la fin des travaux de réfection du bassin incendie et le retour aux conditions normales d'utilisation des moyens incendie.

Compte tenu de l'indisponibilité du bassin incendie le jour de la visite, l'inspection a accédé à la demande de l'exploitant de ne pas conduire l'essai envisagé des mesures de maîtrise des risques incluant la mise en œuvre de la protection thermique des réservoirs aériens par arrosage.

L'inspection des installations classées a vérifié sur le terrain la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires décrites par l'exploitant dans son courrier électronique du 3 octobre 2023. L'inspection a notamment constaté la présence des six tankers pleins d'eau mis en place temporairement et interconnectés au groupes motopompes incendie de SIGALNOR pour alimenter le réseau incendie de l'établissement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Reexamen quinquennal de l'Etude de Danger	Code de l'environnement du 11/06/2024, article II du R515-98	Sans objet
2	Contenu de la notice de réexamen	Autre du 08/02/2017, article 2	Sans objet
3	Conclusion de la notice de réexamen	Autre du 08/02/2017, article 2	Sans objet
4	Phénomènes dangereux non retenus dans le PPRT	Autre du 10/05/2010, article 3.2.12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis la notice de réexamen de l'étude de dangers de son établissement SIGALNOR de Gonfreville-l'Orcher le 5 décembre 2023, et complété celle-ci par une révision de cette étude de dangers transmise le 5 mars 2024.

L'examen de la notice par l'inspection des installations classée a été réalisé selon une démarche proportionnée aux enjeux au regard de la grille d'analyse du niveau de maîtrise du risque (dite grille MMR). Considérant que la notice de réexamen n'a pas remis en cause le caractère approprié des MMR, les conclusions de l'EDD précédente et la compatibilité du site dans son environnement, l'inspection a examiné la révision de cette étude de dangers comme une mise à jour. Le rapport d'examen de la notice et de la révision de l'étude de dangers est annexée au présent rapport.

Les éléments fournis sur les installations étudiées permettent de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude de dangers au regard des enjeux identifiés.

L'examen de la notice ne rend pas nécessaire une modification des prescriptions. L'inspection propose toutefois un arrêté préfectoral complémentaire pour abroger ou mettre à jour des prescriptions devenues obsolètes ou sans objet.

Conformément aux dispositions en vigueur, le prochain réexamen de l'EDD du centre emplisseur SIGALNOR est attendu pour mars 2029.

La visite n'a pas mis en évidence d'incohérence entre les conditions d'exploitation de l'établissement et les éléments présentés dans l'étude de dangers révisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Reexamen quinquennal de l'Etude de Danger

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2024, article II du R515-98
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de Dangers
Prescription contrôlée : L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre. L'étude de dangers est, par ailleurs, réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications d'installations ou d'activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan

<p>des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>2° Dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ;</p> <p>3° Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement ;</p> <p>4° A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des " quasi-accidents ", ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers.</p> <p>En outre, le préfet peut prescrire un réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté.</p> <p>La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet.</p> <p>Si l'instruction de l'étude de dangers révisée conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions, le préfet le notifie, dans un délai raisonnable, à l'exploitant.</p> <p>Si l'instruction de l'étude de dangers conclut à la persistance de dangers inacceptables pour les intérêts protégés en vertu de l'article L. 511-1, le préfet prend un arrêté complémentaire en application de l'article L. 181-14 ou, s'il estime qu'aucune mesure complémentaire n'est de nature à faire disparaître ces dangers, transmet au ministre chargé des installations classées un rapport en vue de la mise en œuvre par ce dernier de la procédure prévue à l'article L. 514-7.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le nouveau réexamen de l'étude de dangers devait être réalisé pour le 6 juillet 2023, cinq ans après la réception des derniers compléments significatifs à la révision précédente.</p> <p>L'exploitant a transmis la notice de réexamen formalisant son processus de réexamen quinquennal, par courrier électronique du 5 décembre 2023. Cette notice concluait à la nécessité de réviser et consolider l'étude de dangers du site. Toutefois, l'étude de dangers révisée n'avait pas été annexée à la notice de réexamen.</p> <p>L'exploitant a transmis cette étude de dangers consolidée, par courrier électronique du 6 mars 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contenu de la notice de réexamen

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de Dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers</p> <p>[...] Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p>

Plus précisément, l'exploitant passe en revue :

1. Les évolutions des référentiels professionnels de bonnes pratiques en matière de sécurité.
2. Les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR.
3. Les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux.
4. Les nouvelles réglementations mises en place et les arrêtés préfectoraux du site.
5. Les écarts constatés par l'inspection des installations classées (inspections, arrêtés de mise en demeure...) ou à la suite des contrôles internes et l'efficacité des dispositions prises en réponse.
6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis.
7. Les modifications intervenues sur les installations et procédés depuis la dernière révision de l'étude de dangers ayant un impact sur les scénarios de l'EDD.
8. Les défaillances éventuelles des MMR, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies).
9. Les retours d'expérience des exercices de mise en oeuvre des plans d'opérations internes (POI) et des PPI.
10. L'évolution des enjeux présents autour du site (notamment urbanisation, effets domino entrants dont l'exploitant pourrait être informé en application de l'article R. 515-88 du code de l'environnement).
11. L'analyse des risques au regard des éléments cités ci-dessus.

Constats :

La notice de réexamen transmise le 5 décembre 2023 prend bien en compte les recommandations de l'avis du 8 février 2017 : les onze items à passer en revue sont bien tous mentionnés dans le sommaire de la notice de réexamen.

Pour ces différents items, la notice de réexamen passe en revue les évolutions survenues depuis la rédaction de la version initiale de l'étude de dangers précédente en 2014 - y compris les évolutions présentées dans les porter à connaissance du 28 avril 2016 et du 19 avril 2018 qui avaient complété cette étude de dangers précédente.

Pour chacun des onze items passés en revue, la notice est jugée globalement complète.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur la prise en compte de l'évolution de la réglementation

relative au transport de matières dangereuses (ADR). En effet, l'ADR a autorisé une augmentation d'un volume de GPL pouvant être transporté en citerne routière -pour atteindre jusqu'à 58,9 m3. La prise en compte de l'évolution des distances d'effets associés au BLEVE engendré par l'augmentation de la quantité de GPL transporté par les camions citernes a fait l'objet des notes de la DGPR datées du 31 décembre 2014 et du 24 mars 2021.

La notice de réexamen et l'étude de danger mise à jour présentent une analyse de risque étudiant notamment le BLEVE des camions citernes pouvant désormais être admis exceptionnellement sur l'établissement pour répondre à une indisponibilité des modalités habituelles d'approvisionnement par canalisation. Cette analyse de risque s'appuie sur les distances d'effets présentés par la circulaire du 10 mai 2010 pour un camion citerne de 20 tonnes.

L'exploitant a confirmé que les camions citernes de GPL admis exceptionnellement sur son établissement ne dépassent pas le tonnage de 20 t de GPL. Ces camions citernes restent donc conformes aux caractéristiques des camions citerne prises en compte pour évaluer les distances d'effet du BLEVE présentées dans la circulaire du 10 mai 2010. A ce stade, l'établissement SIGALNOR n'est donc pas concerné par les notes de la DGPR datées du 31 décembre 2014 et du 24 mars 2021.

Concernant le neuvième item relatif au retour d'expérience des exercices de mise en œuvre des POI, l'inspection note que la notice de réexamen mentionne l'écart mis en évidence lors de l'exercice POI inopiné organisé le 22 juillet 2022, mais que la notice n'évoquait pas les recommandations émises par le SDIS à l'occasion de cet exercice POI inopiné.

Par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant a bien équipé sa salle de crise de plans de l'établissement au format A0, avec représentation du réseau incendie interne, pour répondre à une recommandation émise par le SDIS lors de cet exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conclusion de la notice de réexamen

Référence réglementaire : Autre du 08/02/2017, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Étude de Dangers

Prescription contrôlée :

Avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers

[...] À l'issue de cette revue, l'exploitant statue sur le caractère approprié :

- des MMR (de prévention ou de protection). L'exploitant se positionne sur :
- le caractère suffisant, l'efficacité, la fiabilité et la pérennité des MMR existantes ;
- la possibilité et l'opportunité d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;
- des conclusions de l'EDD, celles-ci pouvant être affectées par : les conclusions du point précédent, l'ensemble des modifications réalisées sur l'installation (leur cumul conduit-elle à remettre en cause l'analyse des risques ?), les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux... ;
- de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter-à-connaissance...).

Si le caractère approprié d'un de ces points est remis en cause, l'exploitant procède à la révision de l'EDD. Elle est complète ou partielle en fonction des installations concernées.

En outre, si la compatibilité du site avec son environnement ou les aléas précédemment déterminés sont remis en cause (notamment si des erreurs sont détectées ou si ceux-ci ont évolués suite à des modifications des installations), la révision de l'EDD devra se positionner sur la possibilité de mettre en oeuvre des mesures de maîtrise des risques complémentaires et, le cas échéant, sur un échéancier.

Si le caractère approprié n'est pas remis en cause, la révision de l'EDD n'est pas nécessaire. Les évaluations précitées doivent néanmoins conduire :

- ou bien à n'apporter aucun changement à l'EDD ;
- ou bien à apporter des adaptations mineures, auquel cas l'exploitant procède à une simple mise à jour de l'EDD. Cette mise à jour est l'occasion d'intégrer les éventuelles modifications non notables de l'installation identifiées au cours des dernières années mais non consolidées dans l'étude de dangers, et tout particulièrement les schémas et descriptions des lignes et équipements associés aux scénarios étudiés dans l'EDD.

Constats :

La notice de réexamen ne remet pas en cause le caractère approprié des MMR existantes.

La notice de réexamen ne remet pas en cause l'analyse de compatibilité du site avec son environnement.

L'inspection constate que la grille MMR présentée dans l'EDD consolidée reste acceptable au regard des critères d'acceptabilité mentionnés dans la circulaire du 10 mai 2010 : aucun accident situé dans une case « NON » et pas plus de cinq accidents situés dans une case « MMR rang 2 ». Les cinq phénomènes dangereux situés en case « MMR rang 2 » sont les mêmes par rapport à la situation présentée dans le dernier complément du 6 juillet 2018 pris en compte dans l'instruction de l'EDD précédente.

La notice de réexamen ne remet pas en cause les conclusions de l'EDD précédente.

L'EDD consolidée inclut toutefois une nouvelle analyse de risque pour des nouveaux scénarios d'accident et pour des scénarios d'accident modifiés, liés à des modifications notables survenues lors des dernières années - notamment :

- la modification de la zone de stockage de casiers de bouteilles n°5 ;
- les approvisionnements exceptionnels par camions-citerne ;
- l'accueil de camions à motorisation GNV (Gaz Naturel Véhicule) sur l'établissement.

L'exploitant a également consolidé dans son EDD les analyses de risques associées aux modifications survenues après 2014, qui avaient été prises en compte dans l'instruction de l'EDD précédente. En particulier : le démantèlement de la sphère et la mise en place du réservoir 200 m³ décrits dans le porter à connaissance du 26 avril 2016.

La notice conclut à la nécessité de réaliser une révision de l'EDD, compte tenu de la nature des éléments à consolider dans un document unique. Considérant que la notice ne remet pas en cause les trois points susvisés, l'étude de dangers révisée est examinée par l'inspection comme une étude de dangers mise à jour. Le rapport d'examen de la notice et de l'étude de dangers révisée est annexé au présent rapport de visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phénomènes dangereux non retenus dans le PPRT

Référence réglementaire : Autre du 10/05/2010, article 3.2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de Dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour mémoire, le sous-paragraphe " 1.2.9 Dépôts de Gaz de Pétrole Liquéfiés (GPL)" de cette première partie de circulaire prévoit un traitement particulier, dans le cadre de l'étude de dangers et en conséquence pour les PPRT, de certains phénomènes dangereux.</p> <p>Par ailleurs, il est possible de ne pas retenir (sous réserve de l'absence d'effet domino externe et d'une probabilité E) dans les mesures de maîtrise de l'urbanisation le phénomène d'UVCE lié à l'expansion du nuage ou de jet enflammé issu de la rupture guillotine des tuyauteries de propane ou de butane d'un diamètre strictement supérieur à DN 150 dans le cas où les six conditions ci-dessous sont réunies pour toutes les tuyauteries quels que soient leur diamètre et leur pression de service :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes, quels que soient la pression maximale de service et le diamètre, est repris sur un plan à jour disponible dans l'établissement afin de faciliter l'entretien, le contrôle et la réparation en toute sécurité. Ce plan fait mention des pressions de service, des diamètres et du fluide en transit ainsi que de tous les équipements de sécurité et accessoires, • les tuyauteries non utilisées sont retirées ou à défaut, neutralisées par un solide physique inerte, • un contrôle périodique est mis en place. Il a pour objet de vérifier que l'état des tuyauteries leur permet d'être maintenues en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant et qui concerne l'ensemble des tuyauteries quels que soient la pression maximale de service et le diamètre, • l'établissement fait l'objet d'une étude spécifique justifiant le choix de l'emplacement et des caractéristiques des détecteurs de gaz et des détecteurs de flamme, • les tuyauteries et leurs supports sont conçus pour résister à un séisme de référence tel que défini par la réglementation en vigueur, • les tuyauteries d'un diamètre strictement supérieur à DN 150 et leurs supports sont physiquement protégés contre un choc avec un véhicule habituellement présent dans l'établissement et se déplaçant à la vitesse autorisée. <p>Le phénomène alors à considérer pour les tuyauteries d'un diamètre strictement supérieur à DN 150 sera une fuite d'une taille équivalente à 33% du diamètre. La prise en compte de la rupture guillotine pour les autres diamètres reste la règle.</p>
Constats :

L'inspection a vérifié que les critères du paragraphe 1.2.9 de la circulaire du 10/05/2010 qui ont permis de ne pas retenir dans les mesures de maîtrise de l'urbanisation les phénomènes d'UVCE et de jet enflammé issu de la rupture des tuyauteries de GPL de diamètre supérieure à DN 150, restaient respectés.

1-Plan des tuyauteries

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan isométrique général représentant le tracé de toutes les tuyauteries de l'établissement. Ce plan daté du 20 août 2019 prend bien en compte les travaux de démantèlement de la sphère et de mise en service du réservoir de 200 m3.

L'exploitant a en outre présenté des plans isométriques par zones, tous mis à jour en octobre 2023.

L'exploitant a enfin présenté son plan d'implantation global avec le tracé des tuyauteries, daté de mai 2021.

2-Tuyauteries non utilisées

Pour rappel, l'inspection avait constaté le démantèlement des tuyauteries précédemment associées à la sphère, lors de sa visite du 22 novembre 2021.

L'exploitant a en outre présenté son projet de suppression d'un tronçon de tuyauterie 6" d'une quinzaine de mètres. Il s'agit d'une boucle qui servait précédemment à l'étalonnage de détecteurs d'une entreprise extérieure spécialisée dans la métrologie légale. La tuyauterie reste et restera utilisée, mais elle sera raccourcie par la suppression de cette boucle.

3- Contrôle périodique des tuyauteries

L'exploitant a présenté son programme de contrôle des tuyauteries mis à jour en 2022, et l'attestation de l'Organisme Habilité validant le programme de contrôle modifié.

L'inspection a contrôlé par sondage la mise en œuvre de ce programme de contrôle : les vérifications ont porté sur la tuyauterie 04-BL-150-016 soumise à requalification périodique, et la tuyauterie 05-PL-80-014 non soumise.

Tuyauterie 04-BL-150-016

L'exploitant a présenté l'attestation de requalification du 10 novembre 2022. L'inspection constate que l'exploitant a bien respecté la périodicité de son programme de contrôle.

Le rapport de la requalification ne met pas en évidence d'anomalies.

Tuyauterie 05-PL-80-014

Les dernières inspections périodiques pour la tuyauterie sélectionnée par sondage sont renseignées en octobre 2020 et en novembre 2021 sur le registre de suivi dans le dossier d'exploitation de cet équipement.

Le dernier rapport d'inspection périodique n'est pas disponible au moment de la visite. Par courrier électronique du 12 juin 2024 suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le compte-rendu de l'inspection périodique de la tuyauterie daté de novembre 2021.

Le rapport ne met pas en évidence d'anomalies.

Le compte rendu n'appelle pas de remarques.

4- Étude d'implantation des détecteurs gaz et flamme

Pour rappel, l'inspection avait constaté la mise à jour de l'étude d'implantation des détecteurs gaz et flamme, lors de la visite du 21 mai 2021.

5- Risque sismique

Comme mentionné dans la notice de réexamen, le centre emplisseur SIGALNOR est situé en zone

de sismicité¹ dite "Très faible".

6- Protection physique contre les chocs

Sur le terrain, l'inspection a constaté la présence des protections physiques contre les chocs mis en place par l'exploitant.

Dans le cadre des approvisionnements exceptionnels par camion citerne, ces camions citernes circulent à proximité de la zone d'implantation des tuyauteries. L'inspection a constaté que l'exploitant a renforcé les protections physiques par rapport aux protections mises en place initialement qui étaient dimensionnées pour les chocs de chariots.

Type de suites proposées : Sans suite